

Van: cecile <cecile@cadtm.org>

Aan: belgique-cadtm@cadtm.org

Datum: 01/27/2010 05:02 PM

Onderwerp: [CADTM-Belgique] Appel à la solidarité avec le peuple haïtien ! Soutenez la PAPDA, membre du réseau international du CADTM et envoyez vos dons !

Appel à la solidarité avec le peuple haïtien !

Soutenez la PAPDA, membre du réseau international du CADTM et envoyez vos dons !

Le tremblement de terre dévastateur du 12 janvier 2010 a laissé l'île et son peuple dans le plus grand dénuement. Après l'aide d'urgence, la reconstruction du pays est l'enjeu essentiel. Les grandes puissances et les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale...) s'y affairent déjà afin de renforcer leur mainmise sur ce pays.

Il est donc important, pour que la reconstruction se fasse par et pour les Haïtiens et non sans et contre eux, de soutenir et d'accompagner les mouvements sociaux haïtiens qui dénoncent et combattent l'ingérence, la domination, l'exploitation, réclament l'annulation inconditionnelle et immédiate de la dette largement odieuse d'Haïti et revendiquent la pleine souveraineté de leur pays.

La Plateforme Haïtienne de plaidoyer pour un Développement alternatif (PAPDA) est l'une de ces organisations. Membre du réseau international du CADTM, elle milite pour l'annulation de la dette haïtienne et la mise en place d'alternatives socialement justes et écologiquement soutenables ; la PAPDA travaille en collaboration avec de nombreux acteurs internationaux et locaux (mouvements de paysans, mouvements de femmes, organisations de défense des droits humains, etc.). La PAPDA est actuellement membre d'une coordination de plus de 18 organisations qui tentent de répondre conjointement à la situation.

Pour soutenir la PAPDA, envoyez vos dons au CADTM Belgique. Les dons collectés seront intégralement reversés à la PAPDA. Remplissez l'ordre de virement ci-joint, avec la mention « soutien PAPDA Haïti » et transmettez-le à votre organisme bancaire.

Les dons supérieurs à 30€ seront déductibles en 2011 des revenus 2010 pour les personnes soumises à l'impôt sur les personnes physiques. Une attestation sera envoyée en juin 2011.

Merci de votre soutien !



Carte Blanche parue dans le quotidien Le Soir le 20 janvier

http://www.lesoir.be/forum/cartes_blanches/2010-01-20/haiti-des-dons-pour-rembourser-une-dette-odieuse-749472.shtml

Haiti : des dons pour rembourser une dette odieuse ?

Sophie Perchellet Vice-présidente du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde – France (CADTM France- www.cadtm.org)

Eric Toussaint Président du CADTM Belgique, coauteur avec Damien Millet de « La Crise, quelles crises ? », Aden, Bruxelles, 2010
mercredi 20 janvier 2010

Après le récent tremblement de terre qui a ravagé Haïti, l'opération d'aide massive mise sur pied actuellement risque fort de reproduire les erreurs de celle de l'après-tsunami de décembre 2004 sauf si un modèle de reconstruction radicalement différent est adopté.

Bien sûr, une aide d'urgence est nécessaire et tout le monde est d'accord sur ce point, mais il n'est pas possible de s'en contenter. Haïti est traditionnellement dénigré et souvent dépeint comme un pays violent, pauvre et répressif. Peu de commentaires replacent la situation haïtienne dans son contexte historique.

En 1804, la lutte victorieuse des esclaves révoltés contre les armées françaises de Napoléon a permis de proclamer l'indépendance d'Haïti, première république noire au monde. En représailles à cette double révolution, à la fois anti-esclavagiste et anti-coloniale, le pays a dû payer une rançon colossale à la France correspondant à 150 millions de francs or (soit le budget annuel de la France de l'époque). En 1825, la France décide que « *les habitants actuels de la partie française de Saint-Domingue verseront à la caisse fédérale des dépôts et consignations de France, en cinq termes égaux, d'année en année, le premier échéant au 31 décembre 1825, la somme de cent cinquante millions de francs, destinée à dédommager les anciens colons qui réclameront une indemnité.* » Cela équivaut à environ 21 milliards de dollars d'aujourd'hui. Dès le départ, Haïti doit payer le prix fort, la dette devient l'instrument néocolonial pour entretenir l'accès aux multiples ressources naturelles de ce pays.

Le paiement de cette rançon est l'élément fondateur de l'Etat haïtien. Elle a été reconnue par un régime despote et utilisée contre les intérêts des populations. La France puis les Etats-Unis, dont la zone d'influence s'élargit à Haïti environ un siècle plus tard, en 1915, en sont pleinement responsables. En 2004, alors qu'il aurait été possible de faire face aux douloureuses responsabilités du passé, le rapport du Comité de réflexion présidé par Régis Debray (1) préfère écarter l'idée d'une restitution de cette somme en prétextant qu'elle n'est pas « *fondée juridiquement* » et que cela ouvrirait la « boîte de Pandore ». Les requêtes du gouvernement haïtien en place sont rejetées par la France : pas de réparations qui tiennent. La France ne reconnaît pas non plus son rôle dans l'ignoble cadeau qu'elle fit au dictateur Jean-Claude Duvalier en exil en lui offrant le statut de réfugié politique et l'immunité sous le dur climat de la Côte d'Azur...

Le règne de la famille Duvalier commence avec l'aide des Etats-Unis en 1957 : il durera jusqu'en 1986, date à laquelle Jean-Claude Duvalier, fils de François le premier dictateur familial, est chassé du pouvoir par une rébellion populaire. La violente dictature largement soutenue par les pays occidentaux a sévi près de 30 ans. Elle est marquée par une croissance exponentielle de sa dette. Entre 1957 et 1986, la dette extérieure a été multipliée par 17,5, pour atteindre 750 millions de dollars en 1986. Avec le jeu des intérêts et des pénalités, elle atteint 1.884 millions de dollars en 2008. Cet endettement, loin de servir à la population qui s'est appauvrie, était destiné à enrichir le régime mis en place : il constitue donc une dette odieuse. Une enquête récente a démontré que la fortune personnelle de la famille Duvalier (bien à l'abri sur les comptes des banques occidentales) représentait 900 millions de dollars, soit une somme plus élevée que la dette totale du pays au moment de la fuite de Duvalier. Une plainte a été déposée devant la justice suisse pour la restitution à l'Etat haïtien des avoirs et des biens mal acquis de la dictature Duvalier. Ces avoirs sont pour l'instant gelés par la banque suisse UBS qui avance des conditions intolérables quant à la destination de ces fonds. Jean-Bertrand Aristide, élu dans l'enthousiasme populaire puis accusé de corruption avant d'être rétabli au pouvoir comme marionnette de Washington et finalement d'en être chassé par l'armée étasunienne, n'est malheureusement pas innocent en ce qui concerne l'endettement et les détournements de fonds. Par ailleurs, selon la Banque mondiale, entre 1995 et 2001, le service de la dette, à savoir le capital et les intérêts remboursés, a atteint la somme considérable de 321 millions de dollars.

Selon les dernières estimations, plus de 80 % de la dette extérieure d'Haïti est détenue par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID) à hauteur de 40 % chacune. Sous leur houlette, le gouvernement applique des politiques d'ajustement structurel dramatiques pour la population haïtienne. En

échange de la reprise des prêts, on concède à Haïti quelques timides effacements de dette qui ne changent rien à la logique aujourd’hui à l’œuvre tout en donnant une image bienveillante des créanciers. L’initiative Pays pauvres très endettés (PTTE) qui a intégré Haïti voici quelques années seulement est une manœuvre typique de blanchiment de dette odieuse, comme cela été le cas avec la République démocratique du Congo (2). La dette odieuse contractée par le dictateur est remplacée par de nouveaux prêts « propres ». Pour le CADTM, ces nouveaux prêts sont partie prenante de la dette odieuse puisqu’ils servent à payer une dette odieuse : il y a continuité du délit.

Entre-temps, les plans d’ajustements structurels ont fait des ravages, notamment dans le secteur agricole dont les effets ont culminé lors de la crise alimentaire de 2008. L’agriculture paysanne haïtienne subit le dumping des produits agricoles étaisuniens. Camille Chalmers déclare au nom des mouvements sociaux haïtiens : « *Les politiques macroéconomiques soutenues par Washington, l'ONU, le FMI et la Banque Mondiale ne se soucient nullement de la nécessité du développement et de la protection du marché national. La seule préoccupation de ces politiques est de produire à bas coût pour l'exportation vers le marché mondial* ».

Au lieu de promesses d'aide qui bien souvent ne sont pas tenues, il est urgent de comprendre qu'Haïti doit s'appuyer sur sa souveraineté nationale pour se reconstruire dignement. Une annulation totale et inconditionnelle de la dette réclamée à Haïti doit être le premier pas vers un nouveau modèle de développement alternatif aux politiques du FMI et de la Banque mondiale, et aux accords de partenariat économique (APE signé en décembre 2009, Accord Hope II...), qui soumettent encore un peu plus le pays. Les pays du Nord qui ont systématiquement exploité Haïti, à commencer par la France et les Etats-Unis, doivent verser des réparations dans un fonds de financement de la reconstruction contrôlé en totalité par les organisations populaires haïtiennes. Sinon, les dons serviront en bout de course à rembourser une dette odieuse.

(1) http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/rapport_haiti.pdf

(2) Voir la brochure CADTM, *Pour un audit de la dette congolaise*, Liège, 2007 (en ligne : http://www.cadtm.org/spip.php?page=imprimer&id_article=2599).

P. 13 Dossier



| CADTM |
www.cadtm.org/A-l-attention-des-gouvernements-et

Pétition internationale

À l'attention des gouvernements et organisations réunies à Montréal pour faire face à la situation en Haïti

La récente tragédie en Haïti a ému les peuples du monde entier de par son impact destructeur, ses conséquences environnementales et sociales, et surtout la perte de vies humaines qu’elle a provoquée. Lamentablement, les désastres naturels ne sont pas une nouveauté dans ce pays des Caraïbes, comme en font foi les ouragans Hanna et Ike au cours de l’année 2008.

Il n'est pas non plus nouveau de voir la communauté internationale lancer des promesses de coopération et d'aide à Haïti. En tant qu'organisations et mouvements sociaux, nous nous inquiétons que la réponse internationale puisse être coordonnée autrement que sur la base du respect de la souveraineté et de plein accord avec les nécessités et demandes du peuple haïtien.

Le moment est venu pour que les gouvernements qui participent à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), les Nations Unies et en particulier les États-Unis, le Canada et la France, reviennent de fond en comble les politiques erronées qu'ils ont appliquées en Haïti. La vulnérabilité du pays aux désastres naturels –en grande partie causée par la dévastation de l'environnement, le manque d'infrastructures de base et la faible capacité d'action sociale de l'État– n'est pas sans liens avec ces politiques qui, historiquement, ont miné la souveraineté du peuple et de son pays. Elles ont engendré une dette historique, sociale, environnementale et culturelle dont la responsabilité est en grande partie attribuable à ces pays et institutions. Il est urgent de réparer ces dettes avec le peuple haïtien, encore plus maintenant face à la situation à laquelle il est confronté.

En ce sens, **nous rejetons la militarisation du pays** en tant que réponse inappropriée au récent désastre, et dénonçons la mesure unilatérale des États-Unis d'envoyer plus de 10000 soldats afin de protéger ses intérêts économiques et géopolitiques. L'occupation des six dernières années par des forces étrangères, par le biais de la MINUSTAH, n'a pas contribué dans les faits à la stabilisation ni à l'établissement d'infrastructures et de services publics adéquats. Rien n'indique que le maintien de ces politiques constitue un moyen efficace dans la période à venir.

Nous exigeons des gouvernements et organisations internationales **l'annulation immédiate et inconditionnelle de la dette externe de Haïti**, dont le remboursement affecte des millions de vies humaines. Nous exigeons également que les ressources destinées à l'aide et à la reconstruction ne conduisent pas à un nouvel endettement, ni qu'on impose des mesures de conditionnalité ou autres restrictions de nature externe qui en altèrent les objectifs, comme cela est devenu une pratique courante des Institutions financières internationales comme la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds monétaire international (FMI), ainsi que des pays dits « donateurs ». De plus, nous refusons que les entreprises privées multinationales profitent de cette tragédie pour faire des affaires d'or par le biais de la reconstruction du pays, comme cela est arrivé en Irak, ou qu'elles exploitent la main d'œuvre bon marché et tirent parti des ressources naturelles.

La société haïtienne, ses organisations, ses mouvements sociaux et ses représentants au sein de l'État, doivent être les protagonistes de l'effort international de reconstruction de leur pays. Ils doivent être les premiers à être écoutés et entendus, et doivent conserver la maîtrise finale et souveraine des décisions prises sur leur destinée. Le peuple haïtien s'est remis debout à maintes occasions, partant d'une force de volonté et conviction exemplaire qui en ont fait le premier peuple libre de l'Amérique. Toute coopération ne peut être efficace que si elle sait prendre acte de cet engagement et compte sur l'entièvre participation populaire.

Nous demeurons aux aguets et suivons les événements dans un dialogue constant avec les organisations et partenaires haïtiens, pour faire en sorte que la coopération internationale s'effectue sur la base de principes solidaires, et pour éviter que les erreurs des politiques du passé ne se répètent. **Pour une Haïti libre et souveraine !**

SIGNATAIRES :

Réseaux et organisations régionales et internationales Jubileo Sur/Jubilee South

Marcha Mundial de Mujeres/World March of Women

Via Campesina

Amigos de la Tierra Internacional/Friends of the Earth International

Alianza de Pueblos del Sur Acreedores de Deuda Ecológica/ Southern _ Peoples' Ecological Debt Creditors Alliance
LDC Watch

Alianza Internacional de Habitantes (IAI)

Coordinación Regional de America Latina

Confederación Sindical de Trabajadores y Trabajadoras de las Americas (CSA) / Trade Union Confederation of the Americas

Alianza Social Continental / Hemispheric Social Alliance

Jubileo Sur/Américas / Jubilee South/Americas

Confederación Latinoamericana de Organizaciones del Campo (CLOC)

Programa de Incidencia sobre Deuda Ilegítima de la Federación Luterana Mundial / Program on Illegitimate Debt of the Lutheran World Federation

Réseau CADTM mondial / CADTM International Network

Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía (REMTE) /Latin American Network of Women Transforming the Economy

Latindadd

CEAAL

Kairos Europa

Africa Jubilee South

CADTM Afrique

Caribbean Policy Development Centre

Grito de los/las Excluidos Mesoamérica

Jubilee South Asia-Pacific Movement on Debt and Developmnt APMDD CADTM South Asia Network

Réseaux et organisations nationales et locales Argentina

Asamblea Permanente por los Derechos Humanos

ATTAC

Central de los Trabajadores de la Argentina (CTA), Secretarías de Relaciones Internacionales y Derechos Humanos

Centro Cultural la Muralla

Centro de Políticas Públicas para el Socialismo (CEPPAS)

Comisión Justicia y Paz Misioneros Claretianos

Congregación La Santa Unión de los Sagrados Corazones

Dialogo 2000

Equipo de Educación Popular Pañuelos en Rebeldía
Espacio Ecuménico
Estudiantes Haitianos en Argentina
Frente Democrático para la liberación de Palestina
Fuerza Obrera Socialista FOS
Fundación para la defensa del ambiente
El Grito Argentino
Grupo Ecológico 9 de Julio Valles del Carmen
Iglesia de Fátima de Isla Maciel
Iglesia Evangélica del Río de la Plata
Instituto de Relaciones Ecuménicas (IRE)
Liga Argentina por los Derechos del Hombre
MOCASE-V.C
Movimiento de Víctimas de crímenes de Estado en Colombia, Capit. Arg. _ Movimiento por la Paz, la Soberanía y la Solidaridad entre los Pueblos (Mopassol)
Movimiento por la Soberanía y la Integración de los Pueblos MoSIP
Movimiento Social Misiones
Multisectorial de Solidaridad con Cuba
Organización Feministas
Parroquia de Santa Cruz
Partido Comunista
Partido Humanista
Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo Capit. Arg Programa de Incidencia sobre Deuda Externa Ilegítima de la Federación Luterana Mundial
Red por el Uso Responsable del Agua de Traslasierra
Revista "La Resistencia- Servicio Paz y Justicia
Bachillerato UST
Vecinos Autoconvocados de Villa de las Rosas

Bangladesh
EquityBD _ Coastal Association for Social Transformation Trust

Belgium/Bélgica
Centre Tricontinental
CADTM

Bolivia Capítulo Boliviano de Derechos Humanos (CBDHDD)

Brasil
Rede Jubileu Sul
PACS
Central Unica dos Trabalhadores (CUT) Brasil
Comité Pró-Haití Brasil
CONLUTAS
Auditoria Ciudadana de la Deuda
Centro de Pesquisa e Assessoria
Grito de los Excluidos
Pastoral da Mulher Marginalizada, Regional Norte
Casa da Mulher Oito de Março
Organização Feminista do Tocantins
Red Brasileira por la Integración de los Pueblos
Rede Social de Justiça e Direitos Humanos
Rede Brasil sobre Instituições Financeiras Multilaterais

Canadá Québec
Federation de Femmes de Québec
Public Service Alliance of Canada / Alliance de la fonction publique du Canada
Common Frontiers
Canadians for Action on Climate Change
The Social Justice Committee of Montreal
Council of Canadians
Simple Living (Burlington, ON)

Cataluyna
Asociación Ciudadana anti-SIDA
Educació per a l'Acció Crítica
Observatorio de la Deuda en la Globalización
Veterinarios sin fronteras
Comité Óscar Romero de Santa Margarida de Montbui
Colectivo RETS : Respuestas a las empresas transnacionales

ARAGUAIA amb el bisbe Casaldàliga

Chile

Amigas de Los Vilos

Movimiento Teología de la Liberación

Internacional Bandera de los Niños

Enrique Orellana, Somos Iglesia

Colombia

Red Colombiana de Acción frente al Libre Comercio (RECALCA)

CADTM Colombia- Campaña Colombiana "En Deuda con los Derechos" _ FENASIBANCOL

Fundau Puica

Mesa Mujeres y Economía

UNEB Colombia

Proceso de Comunidades Negras

PCN Cuba Centro Memorial Dr. Martin Luther King, Jr.

Movimiento por la Paz

Ecuador

Acción Ecológica

CADTM

Centro de Derechos Económicos y Sociales (Cdes)

Colectivo Feminista

FEDAEPS

Movimiento Tohalli

Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J." (CSMM)

El Salvador

Colectivo de Comunicadores y Estudiantes Roque Dalton

Francia

Confédération paysanne

Attac

Europe solidaire sans frontières (ESSF)

Committee for the Abolition of Third World Debt

Guatemala

Pastoral Social

Diócesis de San Marcos

Haití

Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA)

Plate forme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH)

Solidarite Fanm Ayisyèn (SOFA)

India

Vikas Adhyayan Kendra/Cadtm

Irlanda

Debt and Development Coalition

Latin America Solidarity Centre (LASC)

Italia

Campagna per la Riforma della Banca Mondiale / Mani Tese

Observatorio sobre Latinoamerica SELVAS

Mali

Comité pour la Abolition de la Dette

México

Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio

Observatorio Latinoamericano de Geopolítica

Morocco/Marruecos

Attac

Nicaragua

Ecumenical Committee of English Speaking Church Personnel in Nicaragua (CEPRHI)

Paraguay

Foro de Mujeres del Mercosur Capítulo Paraguay

Servicio Paz y Justicia

Perú

Grupo Red de Economía Solidaria del Perú (GRESP)

Jubileo Perú

Museo Afroperuano

Puerto Rico

Comité Pro Niñez Dominicano Haitiana

Grito de las/os Excluidas/os

Proyecto Caribeño de Justicia y Paz

República Dominicana

Consejo de Desarrollo Comunitario de La Caleta

CODECOC

Unión Pro Desarrollo de Brisas del Este

Scotland/Escocia

Jubilee Scotland Spanish

State/Estado Español

Coordinadora Estatal de Solidaridad con Cuba Madrid

ATTAC

Colectivo de Solidaridad por la Justicia y Dignidad de los Pueblos

Ecologistas en Acción

Plataforma Simón Bolívar de Granada

Proyecto Cultura Y Solidaridad

Sotermun

Campaña ¿Quién debe a Quién ?

Centro de acción Internacional

Asociación canaria de economía alternativa y de alternativa antimilitarista.moc de Canarias

Colectivo de Solidaridad por la Justicia y Dignidad de los Pueblos (COLICHE), La Rioja

Switzerland/Suiza

Solidarité Suisse Trinidad y Tobago

Federation of Independent Trade Unions and NGOs (FITUN)

UK/Reino Unido

Haiti Support Group

Jubilee Debt Campaign

No Sweat

Kyoto2, Oliver Trickell

USA/Estados Unidos

United Methodist Church

General Board of Church and Society

Gender Action

New Rules for Global Finance

Institute for Justice & Democracy in Haiti

Maryknoll Office for Global Concerns

Quixote Center

Foreign Policy In Focus

Office of the Americas (Los Angeles)

St. Louis Inter-Faith Committee on Latin America

Just Foreign Policy (Robert Naiman, Policy Director)

Committee in Solidarity with the People of El Salvador

Puerto Rican Studies Association Committee in Solidarity with Honduras (Boston)

Uruguay

REDES/Amigos de la Tierra

Venezuela Red Venezolana contra la Deuda – CADTM Venezuela

Individus

Adolfo Pérez Esquivel, Premio Nobel de la Paz

Nora Cortiñas, Madre de Plaza de Mayo Línea Fundadora

Professor Norman Girvan, University of the West Indies

Anibal Quijano

Raúl Zibechi

Enrique Leff

Alicia Villolde de Botana

ANAHIT AHARONIAN

Antonio Gustavo Gomez

Carlos Walter Porto-Gonçalves

Cecilia Fernandez

Catherine Walsh

Cesar Garcia Garcia-Conde

Cristina Arnulphi

Denise Comanne

Dolores Soto

Domènec Haro Muñoz

Dragutin Lauric

Eduardo D. Polo
Fernando Coronil
Flor Nayeli Grajales Martínez
Francisco A. Scarano
Graciela Ferrario
James B. Luken
Jesus Muñoz Pastor
Kelvin Santiago
María Isabel Magallón
María Estela Ríos González
Mary García Bravo
Miguel Esquirol
Nayla Azzinnari
Obed Juan Vizcaíno Nájera
Oscar Revilla Alguacil
Patricia Cahill
Rodrigo Ibáñez
Ruben Elías
Silvia Martinez
Susana Aparicio
Walter Mignolo

BULLETIN du CADTM Belgique
Email: info@cadtm.org
Inscription et désinscription:
<https://listes.domainepublic.net/listinfo/belgique-cadtm>